

DISLATIVES

TROUCHE-ORIENT

idées  
actuelles  
*nrf*

LA BOMBE

MA... É

PEMENT

Elections

*afrrique*

POL

L'Amérique

Chine

I'État

ADMINI

naie

edgar faure

AGRICULTURE

prévoir

le présent

U.R.S.S. ... sion de l'économ

Europe

AMÉRIQUE LATINE

PAN

SOVIÉTIQUE

Les États-Unis

V<sup>e</sup> RÉPUBLI

Marché Commun

Extrait de la publication

Nouveau  
contrat social

négo





*Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation  
réservés pour tous les pays, y compris l'U. R. S. S.*

© *Éditions Gallimard, 1966.*

**A LUCIE FAURE.**



***« Le véritable but de la politique est en  
quelque sorte de prévoir le présent. »***

**Turgot.**





## INTRODUCTION

*Parmi les catégories de la pensée, la pensée politique devrait être l'une des plus soucieuses de rigueur et de cohérence. Elle comporte des séries d'appréciations diverses que l'on peut isoler dans l'analyse méthodique, mais ces appréciations se réunissent nécessairement par leur incidence commune sur la vie de la cité, qui forme un tout, et sur l'existence même du penseur, dont l'unité est indivisible. Pourtant cette exigence, qui semble élémentaire, n'est que rarement satisfaite. Les professions de foi, les programmes eux-mêmes donnent rarement l'impression d'une composition architecturale. On y trouve plutôt une juxtaposition d'éléments, dont chacun pourrait être isolé et articulé avec d'autres comme dans un jeu mécanique.*

*De fait, les doctrines qui correspondent aux diverses tendances de l'opinion, si même on peut parler de doctrines, ont été élaborées en d'autres temps et à d'autres fins que celles qui nous préoccupent aujourd'hui. Il faut donc écarter les litiges périmés et établir, sur de nouvelles bases, une hiérarchie des problèmes. Nous ne voulons pas dire par là que la politique, comme on le proclame quelquefois, doit devenir « scientifique », ou qu'elle doit s'appliquer, selon la mode de*

la « prospective », à des objectifs lointains. Certes, la part prise par de tels objectifs est de moins en moins négligeable dans une société dont l'âge moyen augmente, dont le revenu double tous les quinze ans et dont la conscience interne se développe. Il est donc indispensable que nous puissions définir une politique correspondant à une époque scientifique, mais cette politique doit être celle du temps présent.

Dans cette perspective, il nous paraît nécessaire de procéder, à partir d'une analyse globale et des options qu'elle propose, à la définition d'un schéma central. De ce schéma, nous pourrons alors déduire les lignes de solutions applicables aux séries de problèmes qui préoccupent l'homme d'État dans sa gestion, le politique dans son analyse, le citoyen dans ses choix. Ainsi parviendrons-nous à tracer une représentation d'ensemble qu'il sera sans doute possible de récuser en tant que telle, mais seulement au bénéfice d'un effort de pensée qui veuille répondre à une ambition analogue et se recommander d'une méthode équivalente.

Gilbert Cohen-Séat et Alain Bienaymé m'ont rendu l'inappréciable service d'étudier mon manuscrit, d'en couper la moitié et de m'aider à mettre au point la partie subsistante. Je les en remercie très amicalement.

PREMIÈRE PARTIE

*La politique inductrice*



## CHAPITRE PREMIER

# PRIMORDIALITÉ DE LA POLITIQUE EXTÉRIEURE

Dans la logique de notre conception, la ligne axiale autour de laquelle s'ordonneront nos diverses options ne peut être que la politique extérieure de la France. Le premier effort de la conscience politique doit porter normalement sur la situation de l'humanité dans son ensemble et sur le problème capital de la paix et de la guerre. A partir de cette « analyse globale », nous arrêtons notre opinion sur le rôle que notre pays peut ou doit jouer à cette échelle, c'est-à-dire que nous définissons sa politique extérieure. Il lui faut nécessairement en avoir une, soit qu'il la conçoive de façon indépendante en se référant à ses propres jugements sur les situations, soit qu'il la conforme, en tout ou en partie, à des modèles ou à des consignes qui lui viennent du dehors.

Il y a là, pour nous, une double décision à prendre. La première a un caractère intellectuel et votif : il s'agit de fixer des interprétations et des souhaits sur la façon de résoudre ou de conjurer les crises, sur ce qu'il faudrait faire pour l'humanité. La seconde est d'ordre volontaire et technique : quels sont nos moyens d'intervention ? Du choix que nous retenons

devront dépendre toutes nos positions. Ce sera une doctrine en quelque sorte « inductrice ». Nos vues en ce qui concerne les institutions, la politique économique, etc., doivent en ce sens être « induites » par nos options déterminantes, à partir des conclusions que nous aurons adoptées sur un sujet dont on ne peut nier le caractère essentiel, puisqu'il s'agit de notre destinée en tant que partie intégrante d'un monde unifié.

Qui contesterait aujourd'hui que les événements survenus dans les régions les plus éloignées puissent nous affecter dans notre vie quotidienne? Qui peut assurer qu'une crise éclatant à Cuba ou au Viet-nam ne recèle pas une menace de guerre plus étendue? Qui peut être indifférent aujourd'hui? Qui serait indemne demain? Si même nous parvenions à rester à l'écart d'un grand conflit (et rien n'est moins sûr) qu'advierait-il de nos plans économiques, de nos querelles institutionnelles, de notre équilibre social?

Cette hiérarchie entre nos divers sujets de préoccupations étant peu contestable, objectera-t-on, par exemple, que nous pouvons faire assez peu de chose pour la paix, alors que nous pouvons faire tout pour notre constitution et beaucoup pour notre économie? On prétendrait alors que la politique intérieure et la politique financière sont en réalité plus importantes que la politique extérieure.

Mais la notion d'importance ne doit pas être confondue ici avec celle de *primordialité*. Tout esprit politique, « faisant oraison », doit *d'abord* porter une appréciation sur la politique extérieure, fût-ce pour conclure que la France ne doit en avoir aucune, ou qu'elle doit se tenir dans une subordination absolue. Ces positions extrêmes n'ont guère de partisans déclarés; en auraient-elles que des conséquences

très importantes devraient en être tirées en ce qui est des affaires intérieures. Pour une collectivité nationale, le désintéressement et la démission sont encore des options internationales, des actes qui engagent la responsabilité et influent sur toutes les catégories de la vie domestique. Encore une fois, notre choix de politique extérieure — qui reflète notre représentation profonde du « phénomène humain » de notre époque — est un choix décisif, par rapport auquel tous les autres apparaissent comme corollaires et dérivés.

L'identité politique d'un citoyen déterminé doit donc être recherchée d'abord dans la représentation qu'il se fait des problèmes généraux du monde moderne et par conséquent dans les conceptions de politique dite « extérieure ».

L'ensemble de ce sujet nous semble dominé par deux ordres de considérations :

1<sup>o</sup> L'affaiblissement des antagonismes ressortissant à la sphère traditionnelle de la politique intérieure ;

2<sup>o</sup> La mutation de la psychologie nationale de puissance.

La France n'a plus de problèmes intérieurs qui justifient de graves oppositions. Deux grands thèmes notamment qui ont, à diverses reprises et pendant de longues périodes, orienté notre vie publique, ont pratiquement disparu de l'actualité : le thème laïque et le thème colonial.

La querelle de la laïcité a dominé le cours de la III<sup>e</sup> République avant 1914. Entre les deux guerres, quoique privée de sa virulence, elle a servi de pierre de touche aux alliances électorales lorsqu'on évoquait la « discipline républicaine ». Son énergie

rémanente sous la IV<sup>e</sup> République a bloqué le départ de la législature de 1951. Sous la V<sup>e</sup>, elle peut encore compliquer les relations entre socialistes, radicaux ou M.R.P., mais tout le monde comprend qu'il s'agit plutôt d'une sorte d'alibi commode, sur lequel des partis se mettent d'accord tacitement pour éluder une fusion jugée indésirable ou pour éviter une confrontation sincère. Il y a sans doute des problèmes à régler quant à la subsistance de l'enseignement privé et quant à sa coexistence avec l'enseignement public, mais la double évolution de l'Église et de la société ont dépouillé ces problèmes de leur contenu dramatique initial, qui tenait à la lutte des classes et à la contestation du régime.

Le thème colonial, quant à lui, a engendré des conflits sérieux sous la III<sup>e</sup> République, dans la période ascendante de la colonisation, puis des conflits beaucoup plus graves sous la V<sup>e</sup> République, dans la phase de la décolonisation. Ici la malignité des antagonismes s'est élevée jusqu'à l'insurrection et presque jusqu'à la guerre civile. Leur force passionnelle n'est pas épuisée mais le sujet même n'existe plus du point de vue de la politique positive. Il peut encore inspirer certaines prises de position, alimenter et influencer *d'autres* conflits, apporter un élément de confusion et de nostalgie dans la vie politique, mais il ne peut, par lui-même, provoquer une crise ou tracer une frontière.

Restent alors à considérer deux grandes lignes de clivage : d'une part, les institutions avec le problème du pouvoir personnel ; d'autre part, la politique économique, avec toutes ses implications.

Sur le premier point, nous pensons, en effet, que les problèmes constitutionnels représentent la première tête de chapitre de la politique intérieure.



Mais croit-on que l'on dénoncerait aussi vivement le « pouvoir personnel » du général de Gaulle si le chef de l'État s'en était tenu à une politique extérieure classique et alignée ? S'il suivait patiemment les impulsions de nos alliés, s'il ne s'était pas acharné à créer une force de frappe nationale, si nos troupes restaient équipées d'armes conventionnelles, si nous avions accueilli sur notre territoire des rampes de lancement de fusées, si nous avions paraphé le traité de Moscou, si nous cherchions à avancer dans l'intégration politique de la petite Europe tout en nous appliquant comme de bons élèves à l'examen libre-échangiste du *Kennedy Round* ? Sans chercher à savoir, pour l'instant, si nous aurions tort ou raison d'agir de la sorte, il est permis de se demander si, dans le cas d'une telle politique, on verrait s'élever beaucoup de contestations sur le prétendu régime de « l'homme seul ». Au surplus, les conditions dans lesquelles s'est déroulée l'élection présidentielle ne laissent à ce thème, de l'aveu des opposants les plus sérieux, qu'un aspect nominaliste ; on ne l'utilise plus guère que pour couvrir des contradictions, ou conclure des harangues ; c'est une version rajeunie de l'alibi laïciste.

Quant à la politique économique, qu'il s'agisse, par exemple, de la construction, des salaires et des prix, de l'équipement des collectivités locales, de l'ensemble des revendications budgétaires ou des problèmes sociaux, nous connaissons ce leitmotiv des oppositions à la recherche d'un accord négatif : à savoir qu'en faisant des économies sur la force de frappe et sur l'assistance aux pays sous-développés, nos difficultés seraient, pour une très large part, résolues. Voilà qui nous ramène à la politique extérieure.

Allant plus au fond des choses, nous rappellerons

que les difficultés financières et économiques ont été le souci principal de la III<sup>e</sup> République entre les deux guerres et de la IV<sup>e</sup> République à ses débuts. Il y avait encore, à ces époques, des oppositions de principes, des doctrines fortement contrastées. La prudence comptable s'opposait (nominalement) à la générosité sociale. Raymond Poincaré sauvait le franc en enfonçant l'économie française dans une récession décennale. La déflation de 1952 entraînait les grèves de 1953. Inversement, les gouvernements qui libéraient les salaires voyaient les prix s'élever et le franc descendre au plus bas. Mais ces contradictions de l'économie capitaliste ont été résolues depuis, en France et ailleurs.

Après la réussite du « plan de dix-huit mois », il s'est formé un large consensus sur ce qu'on appelle l'expansion dans la stabilité et sur ses thèmes dérivés, la politique des revenus, le contrat social.

L'opinion a adopté une approche conjuguée du problème économique et du problème social dont l'esprit est celui du rapport des Sages et du règlement de la grève des mineurs en 1963. Aujourd'hui, tous les partis politiques, toutes les tendances de l'opinion, tous les secteurs de l'activité, sont pratiquement d'accord sur les objectifs suivants : 1<sup>o</sup> rechercher une amélioration aussi régulière et aussi importante que possible du produit national ; 2<sup>o</sup> à partir de cette augmentation, assurer une répartition aussi équitable que possible, comportant, sinon la *parité*, sinon même ce que les Hollandais appellent la *coordination*, du moins un principe de participation pour toutes les catégories sociales et professionnelles. En sorte que les divergences ne peuvent porter que sur les évaluations et les applications. Il ne s'agit plus d'antagonismes.

Très peu de Français désirent réellement que les humbles soient exclus du progrès économique et que les travailleurs ne voient pas améliorer leur situation. Sans doute, la politique déflationniste et la mystique comptable des économistes d'ancienne garde, pour qui le Français consomme toujours trop, gardent-elles des coryphées prestigieux : elles comptent de moins en moins d'adeptes avoués. Sans doute aussi, certains se plaisent-ils à croire que l'on peut atteindre à une sorte de parousie par les voies révolutionnaires, ou à travers de vastes bouleversements de structure. Là encore, il s'agit d'une minorité, plus enthousiaste que convaincue. Il suffit d'observer que les réformateurs les plus ardents se promettent quinze ans de patience, pour se retrouver avec eux sur le terrain du rationalisme et de la pondération.

Ainsi, le principal sujet d'opposition d'ordre intérieur — dans la mesure où il subsistera — porte-t-il sur des options économiques et budgétaires liées principalement à la politique extérieure.

## CHAPITRE II

# LA FRANCE ET LES AFFAIRES INTERNATIONALES

Les Français n'ont donc plus entre eux, dans leur cadre national, de sujets de contestations déchirantes : les luttes de classes sont, sinon épuisées, du moins apaisées ; les réactionnaires sont plus ou moins ouverts au progrès, tandis que les révolutionnaires sont devenus temporisateurs ; au demeurant, l'écrasante majorité n'est plus ni réactionnaire ni révolutionnaire et si elle n'est pas encore « concordataire » au sens où nous l'entendons, c'est du moins vers quoi elle évolue tandis que le centre de gravité des conflits se déplace.

Nous aurons à vérifier l'existence, dans le domaine international, de ces lignes d'antagonismes dont on observe l'effacement dans le cadre intérieur. Mais il est clair dès à présent que les Français, qui avaient la réputation d'être assez indifférents à la politique extérieure, marquent au contraire à son égard une sensibilité croissante. L'intérêt porté à ces problèmes n'a cessé de se développer avec les grands moyens de communication et d'information. Nous sommes renseignés sans relâche, de façon concrète, souvent pittoresque, souvent pathétique, sur toutes sortes





# idées



littérature



philosophie



sciences



sciences humaines



idées actuelles

## edgar faure : prévoir le présent

Un homme d'État, ancien Président du Conseil, actuellement Ministre de l'Agriculture, fait dans ce livre la synthèse de son expérience et de sa doctrine.

Ce rapprochement rare de l'action et de la pensée permet à Edgar Faure d'exposer les grandes lignes d'une politique globale : économie, institution et affaires étrangères.